

**FRANÇAIS**



**DISCOURS DE SON EXCELLENCE LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE  
NATIONALE DE L'ANGOLA  
ASSEMBLÉE NATIONALE DE L'ANGOLA, DR CAROLINA CERQUEIRA  
À L'OCCASION DU SOMMET DES FEMMES LEADERS POLITIQUES**

8 juin, Bruxelles, Royaume de Belgique - Parlement du Royaume de Belgique

Madame la Présidente du Parlement de Belgique

Madame la Présidente du Forum des femmes dirigeantes politiques,

Chères sœurs,

Permettez-moi d'associer ma voix à celle de nos sœurs qui, venues de diverses parties du monde, sont réunies pour deux jours dans la ville hospitalière de Bruxelles pour parler de paix, de compréhension, de dialogue et de coopération pour la liberté et la démocratie, pour l'égalité des droits des femmes dans divers domaines.

Nous sommes convaincues que le renforcement de la solidarité entre les institutions que nous représentons et le renforcement de la compréhension et de l'amitié entre nous, les femmes, sont fondamentaux si nous voulons que les femmes soient les génératrices et les promotrices du changement au niveau local et mondial en faveur de la paix, de la réconciliation et de la construction d'un monde meilleur pour nos enfants.

L'action des femmes politiques du monde devrait faire sentir leur rôle et leur intervention à tous les niveaux afin que nous puissions être, dans tous nos pays et au niveau des institutions où nous sommes présentes et représentées, des militantes conséquentes pour les droits des femmes, des défenseuses intransigeantes de la non-violence et avoir une voix pour dénoncer les discriminations politiques, économiques et sociales, Avoir une voix pour dénoncer les discriminations politiques, économiques et sociales qui affectent encore l'ascension et la représentativité des femmes dans les organes de décision politique, pouvoir être décisif dans l'adoption de politiques en faveur de l'égalité des femmes et promouvoir des initiatives législatives en faveur des femmes, afin qu'elles aient plus de possibilités d'accès à l'éducation, à la prise de décision dans divers domaines, et qu'elles aient une voix pour décider du bien-être et de la prospérité de leurs familles et de l'avenir de leurs pays.

Cet avenir doit être fait de paix, de développement durable et de justice, d'intégration sociale et d'inclusion, dans le respect des droits humains fondamentaux et de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Les femmes sont le soutien fondamental des sociétés démocratiques et les défenseurs intransigeants de la justice et du droit.

En Angola, l'activisme des femmes est très dynamique et les progrès des femmes en politique sont encourageants.

Je conduis la délégation du Parlement de la République d'Angola, un parlement monocaméral où sont représentés cinq partis politiques et où 38 % des 220 députés sont des femmes.

Notre parlement reflète la diversité et l'équilibre entre les sexes et les générations de mon pays, où plus de 60 % sont des jeunes et où les femmes constituent la majorité de la population. Nous avons un groupe de femmes parlementaires et sur les dix commissions, les femmes président les plus importantes : la commission de la défense et de la sécurité, la commission de l'économie et des finances et la commission de l'action sociale, de l'enfance et de la famille.

La Constitution de la République d'Angola reconnaît la pleine égalité des femmes, les partis politiques encouragent dans leurs programmes la candidature d'au moins 30 % de femmes et les femmes occupent aujourd'hui en Angola des postes importants dans les branches exécutive, législative et judiciaire du gouvernement.

Grâce à une intense diplomatie parlementaire et humanitaire, le Parlement angolais a donné la priorité à la paix, à la stabilité, à la sécurité ainsi qu'à la promotion et à la préservation d'une culture de la paix comme base du développement et de la justice. Au niveau parlementaire, nous avons encouragé des débats de haut niveau, ainsi qu'avec la société civile, en faveur de la promotion de la paix et de l'égalité des sexes, et de la dénonciation de la violence à l'encontre des femmes et des filles.

Il y a eu des initiatives évidentes en faveur de la paix dans la région des Grands Lacs, où la situation de conflit dans l'est de la République démocratique du Congo est très préoccupante et où l'intervention des parlementaires en faveur de la paix et de la stabilité dans la région a été intense, par le biais d'un dialogue permanent et du dépôt des armes par les forces rebelles qui, par des actions militaires, ont provoqué des crimes inhumains contre des populations civiles sans défense, des crimes transfrontaliers et la violation permanente des droits de l'homme.

Nous avons également suivi la situation instable dans le nord du Mozambique et les femmes parlementaires de nos pays ont joué un rôle important dans la défense de la paix, la protection des victimes de ces conflits et la dénonciation de leurs conséquences en augmentant la fragmentation de la stabilité sociale et familiale, nuisant surtout à la croissance sûre et saine des enfants et à l'avenir des jeunes, en particulier des jeunes filles, qui sont victimes de violences physiques et sexuelles, victimes de mariages forcés et privées de leurs droits et libertés fondamentaux.

Nous quittons cette conférence conscientes que nous continuerons à dénoncer les obstacles qui empêchent le plein et libre exercice de la liberté des femmes de participer sur un pied d'égalité à la politique de nos pays à tous les niveaux, à continuer à lutter pour la prise de décision et à promouvoir des initiatives pour l'éducation permanente des filles, à contribuer à la promotion de l'égalité des chances pour toutes les femmes afin d'améliorer la situation de millions d'autres femmes qui attendent de nous, dirigeants politiques, plus de solidarité, plus

d'opportunités et surtout plus de reconnaissance du rôle important qu'elles peuvent jouer pour un avenir meilleur pour tous.

Puissions-nous, nous les femmes, continuer à être les génératrices et les promotrices de la paix et de l'égalité.